

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Iran Géopolitique et stratégie

N° 74 du 15.09.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_iraniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

Tiré à Part

Guy Delorme : Syrie-Iran : quand Le Figaro transforme ses rêves en prospective.

1 Les brèves

1-1 J.Tourtaux : Mehmanparast : "Washington, le plus grand supporter du terrorisme, dans le monde".

2 Dossier & Point de vue

2-1 Menaces en notre nom.

2-2 K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les Etats-Unis....

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 Sarkozy à Mustafa Abdul Jalil: l'Algérie dans un an, l'Iran dans trois...

4 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

4-1 Ahmadinejad: "Les Européens paient les erreurs de leurs dirigeants".

5 Annexe.

5-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique.

---

---

---

### Tiré à Part

Guy Delorme : Syrie-Iran : quand Le Figaro transforme ses rêves en prospective.

le 14 septembre 2011

Parmi le flot – encore – ininterrompu de dépêches et articles relatifs à la Syrie, on a pu en remarquer, au début de cette semaine, qui faisaient état d'un refroidissement entre Damas et Téhéran. Il y avait eu notamment un papier – ou plutôt un tract – d'Alain Franchon dans *Le Monde* (voir notre article « [Les délires – et vœux pieux – géopolitiques du Monde](#) », mis en ligne le 8 septembre).

Attachons nous cette fois à l'article du *Figaro.fr* mis en ligne le lundi 12 septembre et intitulé « **Téhéran durcit le ton avec Damas** » .

Cet article, signé de Delphine Minoui, correspondante du quotidien atlantiste au Proche-Orient, débute d'emblée par un (pieux) mensonge : « *La révolte contre Bachar al-Assad refuse de s'essouffler* ». Article qui prend la relève, en quelque sorte, d'un autre article du *Figaro* du 29 août brochant sur le même sujet, et signé cette fois du journaliste « otanesque » Georges Malbrunot, dont nous avons déjà eu l'occasion de vanter ici l'honnêteté intellectuelle (voir notre article « **Georges Malbrunot, la voix de ses – nombreux – maîtres** », mis en ligne le 25 août).

La révolte contre Bachar « *refuse de s'essouffler* » ? Nous, nous avons plutôt le sentiment, en l'espèce, que c'est le *Figaro* qui refuse de voir s'effondrer son rêve géopolitique d'une subversion de la Syrie.

Mais venons-en au vif du sujet et de la désinformation « figaresque ». Le grand quotidien sarkozyste et sa correspondante sollicitent, ou même triturent, les propos tenus vendredi 8 septembre sur la télévision portugaise par Mahmoud Ahmadinejad. Le n°1 iranien, évoquant la situation en Syrie, dit que la répression « *n'est jamais la bonne solution* » et il renouvelle son appel au « *dialogue* » entre le pouvoir et son opposition. C'est tout, mais il n'en faut pas plus à notre géostratège Delphine Minoui pour broder sur le « *changement de ton* » historique du pouvoir iranien à l'égard de Bachar al-Assad. Et la journaliste de lier ce changement d'attitude à la visite récente à Téhéran de l'émir du Qatar, lequel se serait efforcé de convaincre la direction iranienne de lâcher Bachar, quitte à leur prodiguer les plus fermes assurances sur l'iranophilie – et l'israélophobie ? – du futur gouvernement issu de l'opposition.

Essayons d'être sérieux. On est en plein dans ce que les Anglo-saxons appellent le « *wishful thinking* » – le voeu pieux en français . Ou dans un exercice de « *géopolitique-fiction* » : **qui peut sérieusement croire que l'Iran va sacrifier son plus sûr allié dans la région aux belles promesses d'un monarque aussi inféodé que son collègue saoudien à Washington ?** Du « *patron* » en quelque sorte, d'*al-Jazeera* qui, entre autres nombreux mensonges, racontait que des pasdaran iraniens venaient, depuis les toits des villes syriennes, faire le coup de feu sur les manifestants anti-Bachar ? Mais le *Figaro* et ses collègues interchangeableables de la grande presse française aimeraient donner un début de vraie consistance à leur fable de l' « *isolement croissant* » du régime de Damas ! Ce sont les mêmes qui voyaient, quelques semaines plus tôt, une preuve décisive de cet « *isolement croissant* » dans le fait que l'Arabie Saoudite, le Koweït et on ne sait plus quelle pétro-monarchie, condamnaient la répression du régime et appelaient à des changements radicaux. Alors que ces monarchies sont dans la main de Washington depuis toujours.

**Ahmadinejad prône le dialogue en Syrie ? Medvedev et Poutine aussi, et ce n'est pas demain qu'ils abandonneront la Syrie à la subversion américano-saoudienne !** Tous les amis de la Syrie « *telle qu'elle est* » – pour reprendre la formulation de Jacques Vergès dans un entretien accordé à notre site (voir notre article « **J. Vergès : « En Syrie, il faut défendre l'Etat actuel ! »** », mis en ligne le 10 juin) espèrent sincèrement l'instauration d'un vrai dialogue entre le pouvoir et l'opposition raisonnable, responsable et patriotique – ce qui exclut de fait, c'est vrai, outre les radicaux islamistes, nombre de cyber-dissidents occidentalises jusqu'au trognon. Et tous espèrent que Bachar pourra imposer des réformes significatives, malgré la pression, diplomatique, médiatique et économique que font peser sur lui les Etats-Unis et les Européens atlantisés.

### **Démenti sans ambiguïté du principal intéressé**

De toute façon, Téhéran n'a pas laissé beaucoup de temps à la « *géopolitique onirique* » du *Figaro* pour s'épanouir. Ce même 12 septembre, le service de presse de la présidence iranienne réfutait les déclarations attribuées au président Ahmadinejad relayées par le *Figaro* et consorts, soulignant que celles-ci « *se contredisent avec la position de l'Iran à l'égard de la Syrie et sont dénuées de tout fondement.* » Et le bureau de presse de rappeler que le n°1 iranien avait au contraire réaffirmé au cours de cet entretien la position « *invariable* » de son pays sur les événements de Syrie.

Les propos d'Ahmadinejad cités – ou plus exactement sur-interprétés – par le *Figaro*, sur la nécessité d'un dialogue intersyrien, ont été tenus lors d'une rencontre avec des journalistes koweïtiens. Le communiqué du bureau de presse présidentiel iranien stigmatise en conséquence ce qu'il appelle le « *plan hostile* » des « *médias sionistes et occidentaux* » qui ont « *déformé les déclarations de principe* » du président iranien dans le but de « *scinder l'axe de la résistance* » (*Hamas-Hezbollah-Syrie-Iran, Ndlr*).

Cette terminologie combattante pourra choquer les lecteurs du *Figaro*. Pourtant, pour peu qu'ils réfléchissent un peu, ces mêmes lecteurs devront convenir que leur journal est, incontestablement, de sensibilité « *sioniste occidentale* », qu'il a en l'espèce « *déformé* » ou sollicité les propos d'Ahmadinejad, ce effectivement dans le but d'introduire un coin entre Téhéran et Damas. Bref, pas d' « *air de la calomnie* » contre ce *Figaro*-là !

Guy Delorme,

14 septembre 2011

<http://www.infosyrie.fr/decryptage/syrie-iran-quand-le-figaro-transforme-ses-reves-en-prospective-2/>

---

---

## 1 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

## 1-1 J.Tourtaux : Mehmanparast : "Washington, le plus grand supporter du terrorisme, dans le monde".

Lors d'une conférence de presse, à Athènes, le porte-parole de la diplomatie iranienne a affirmé que les Etats-Unis étaient le plus grand protecteur des terroristes et négociaient avec ces derniers.

Selon l'IRNA, Ramin Mehmanparast, lors d'une conférence de presse, devant les journalistes iraniens et grecs, à Athènes, en allusion au soutien apporté par Washington au groupuscule terroriste "Rigi", et aux négociations des Etats-Unis avec les Talibans, a ajouté que Washington et ses alliés avaient leur propre définition du terrorisme, dans le cadre de leurs intérêts, et que l'Amérique était le plus grand appui du terrorisme, dans le monde. En mettant l'accent sur le caractère pacifique du nucléaire iranien, Mehmanparast a indiqué que le programme nucléaire iranien était pacifique et conforme au "TNP" et aux règlements de l'AIEA et que le savoir nucléaire était devenu, maintenant, un acquis national et local. En évoquant les développements, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Le porte-parole de la diplomatie iranienne a dit : «Nous estimons que toute nation doit décider elle-même de son sort, sans l'ingérence des autres pays et des grandes puissances, et que ces dernières n'ont pas le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays».

Irib

07/09/2011

J.Tourtaux

---

---

## 2 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Menaces en notre nom.

EN NOTRE NOM, COIFFE DE SON CASQUE COLONIAL, LE VA-T-EN GUERRE SARKOZY MENACE LA SYRIE ET L'IRAN

[Pris d'une frénésie guerrière, Nicolas W Sarkozy menace la Syrie et l'Iran](#)

Auteur : [Lazy French Bastard](#) - Source : [IG](#)

Grisé par ses guerres déclenchées sur tous les fronts et pour faire oublier un bilan plus que catastrophique, Nicolas W Sarkozy semble jouer à fond la carte militaire pour assurer sa réélection en 2012... et pour le plus grand profit du « Grand Oeuvre »...

Après les guerres injustes et criminelles de Côte d'Ivoire et de Lybie où la France a pratiqué une scandaleuse ingérence militaire, le guerrier à talonnettes n'est pas rassasié et, malgré un enlèvement meurtrier en Afghanistan, il ne semble pas pressé d'enterrer la hache de guerre. Au contraire, alors que le feu en Libye n'est même pas éteint, et que certains craignent un scénario à l'irakienne, le résident de l'Elysée s'empresse de tenir des déclarations martiales sur la Syrie et l'Iran.

A la 19 e conférence des ambassadeurs le 30 août, il a non seulement multiplié les déclarations d'autosatisfaction sur sa pseudo politique étrangère (peut on dire qu'un chien tenu en laisse qu'il choisit la direction ?). Un rôle de caniche qu'il semble assumer, « *Les Etats-Unis ne souhaitant pas s'engager fortement en Libye, pour la première fois depuis 1949, l'Otan s'est mis au service d'une coalition emmenée par deux pays européens déterminés, la France et le Royaume-Uni.* » a-t-il déclaré sans honte. Bien sûr Obama ne voulait pas se salir les mains dans cette guerre illégale et injuste, alors il a laissé le nain de jardin français s'en occuper, trop bête et trop content de briller enfin, pour réaliser qu'il était devenu le dernier des néo-conservateurs dans la pure lignée de son ami Bush. Flanqué de la bannière du Bien (démocrassie, doigts de l'homme, et autres barbabapas pour gogos), le petit Nicolas se rêve chef de guerre. Lui que les journalistes ont si souvent qualifié de Bonapartiste va pouvoir enfin ressembler à un « vrai président » et non pas à un vendeur en téléphonie mobile devenu riche et puissant. L'armée encore traumatisée par le virage atlantiste imposé par lui a été mise au pas et les récalcitrants limogés. Personne ne doit critiquer le rôle de la France engagée dans une défense sans concession des intérêts américains et mondialistes dans le monde. Voici l'héritier du gaullisme en train d'achever la figure paternelle d'un coup de poignard dans le dos.

» *Le président syrien Bachar al-Assad a commis l'irréparable.* »

Réalisant les rêves les plus fous de Georges Bush, Nicolas « double you » ne peut plus s'arrêter de jouer aux soldats de plomb. Chaque tir d'obus, chaque bombardement ciblé fait grimper sa côte dans les sondages, et les journalistes ne cessent de clamer les louanges de notre valeureux président, qui « de la crise financière aux campagnes militaires est présent sur tous les fronts ». C'est donc toute l'image du président agissant. Une dynamo qui s'alimente par lui même, comme le lapin de la pub Duracell qui jouait du tambour, il ne peut plus s'arrêter, le disque étant comme rayé. Aussi après avoir triomphé des « méchants » Gbagbo et Mouammar, voici que notre Napoléon de Nagy Bocsa pointe son prochain adversaire : Le très méchant Bachar El Assad qui tente comme il peut de sortir son pays de la subversion mondialiste que certains nomment « printemps arabe » ou d'autres « Démocratie »...

« *Le président syrien Bachar al-Assad a commis l'irréparable. La France, avec ses partenaires, fera tout ce qui est légalement possible pour que triomphent les aspirations du peuple syrien à la liberté et à la démocratie* », dicit Nicolas.

Dans la foulée, et reprenant le planning de l'Axe du Mal laissé en chantier par son prédécesseur Georges Bush, il n'oublie pas l'Iran qui a l'outrecuidance de s'être équipé de nouveaux missiles. Une raison suffisante pour qu'un ou plusieurs pays attaque la Perse, selon le stratège du Fouquet's :

« *Ses ambitions militaires, nucléaires et balistiques constituent une menace croissante qui pourrait conduire à une attaque préventive contre les sites iraniens, qui provoquerait une crise majeure* », a-t-il indiqué toujours dans ce même sommet.

Pour finir sur une note d'humour, il faut souligner que l'armée est la plus directement visée par les réductions d'effectifs voulue par le plan d'austérité. L'armée, la grand muette, parent pauvre de la politique sarkozienne, doit donc assumer avec les moyens du bord une crise d'égo démesurée et meurtrière.

Pour les Mondialistes, le principal est que Sarko fasse le sale boulot. Un remodelage tant attendu du Moyen Orient au profit d'Israël et de leur chien de garde américain, le tout au profit d'un super Gouvernement Mondial qui construit patiemment ses blocs continentaux unifiés.

A tous les Peuples soi disant « libérés » du Proche et Moyen Orient, toutes nos condoléances pour leur rentrée en Démon-cratie...

8 septembre 2011

[Lazy French Bastard](#) –

Source : [IG](#)

<http://www.dazibaoueb.com/article.php?art=25973>

---

## 2-2 K. Bhadrakumar : Un sommet à Téhéran pour contrer les Etats-Unis....

Quasi-proportionnellement à l'effondrement des liens entre Washington et ses alliés à Kaboul et Islamabad, l'Iran a intensifié ses activités politiques et diplomatiques autour du problème afghan et de la situation régionale.

Téhéran estime que les relations entre les États-Unis et les gouvernements afghan et pakistanais ont subi un sérieux revers et qu'un prompt rétablissement est peu probable.

Ainsi, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte à Téhéran pour faire reculer l'emprise des Etats-Unis pendant dix ans sur la géopolitique de la région.

Téhéran est déterminé à ne pas manquer l'occasion.

L'objectif immédiat est en quelque sorte de torpiller les plans des Etats-Unis visant à établir des bases militaires en Afghanistan et à s'étendre dans la région stratégiquement vitale d'Asie centrale, tout en débordant l'Iran à l'Est. La poussée politique et diplomatique iranienne arrive à un moment où les divergences américano-afghanes sont apparues au cours des négociations qui ont récemment été dévoilées au public.

Mais Téhéran considère également que cette partie comporte des enjeux élevés, avec des ramifications beaucoup plus large que la simple question de contrarier les plans américains d'établir des bases militaires [en Afghanistan]. Téhéran aura pour objectif de disperser le cordon de l'alliance américano-saoudo-israélienne dans le sillage des bouleversements au Proche-Orient.

Après tout, l'Afghanistan devient partie intégrante du « Grand Moyen-Orient », le Pakistan est un allié de longue date des États-Unis et de l'Arabie Saoudite et l'ensemble de ces trois pays – l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan – devient une plaque tournante stratégique d'une importance immense pour la géopolitique d'une vaste région s'étendant du Levant à la vallée de Ferghana.

Pour s'en assurer, l'objectif de Téhéran consistera à forger l'unité régionale avec Kaboul et Islamabad sur la base de leurs préoccupations et intérêts communs vis-à-vis de la politique américaine régionale.

Cette semaine, les efforts iraniens recevront un encouragement avec la visite à Téhéran du président pakistanais Asif Ali Zardari et du président [afghan] Hamid Karzaï, qui participeront à la conférence internationale sur le terrorisme à l'invitation du président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Cette conférence est programmée les 25 et 26 juin, mais Zardari arrive ce jeudi pour une visite de deux jours.

Le fait que Zardari et Karzaï assistent à une conférence sur le terrorisme organisée par l'Iran, à ce moment précis, est en soi un indicateur significatif de la manière dont le vent souffle actuellement sur la politique régionale. Le gouvernement saoudien aurait effectué une démarche diplomatique auprès du Pakistan, suggérant qu'il doive ignorer la conférence de Téhéran et, à la place, participer à un conclave similaire sur le terrorisme qu'il propose de convoquer prochainement à Riyad.

Les Etats-Unis seront aussi très mécontents de la décision de Karzaï d'être aux côtés de l'Iran, en ce moment, sur la « guerre contre le terrorisme ». Cela démolit l'allégation des Etats-Unis selon laquelle l'Iran foment le terrorisme. Zardari emmène avec lui une délégation de ministres, qui comprend le ministre de l'Intérieur Rehman Malik, le ministre du Pétrole et des Ressources naturelles Asim Hussain et le ministre de l'Eau et de l'Energie Syed Naveed Qamar.

Les médias iraniens ont indiqué que Zardari s'exprimera sur le projet de gazoduc irano-pakistanaï, auquel s'opposent fortement les Etats-Unis, et qu'une « étape décisive pour l'exécution de ce projet qui a déjà été retardé » peut être espérée lors de sa visite. L'Iran a déjà achevé la construction de 1.000 kilomètres de ce gazoduc sur les 1.100 km prévus sur le sol iranien. L'Iran a également proposé qu'un réseau de transport d'électricité soit construit à côté du gazoduc, reliant le réseau d'électricité de l'Iran avec celui du Pakistan. Par ailleurs, l'Iran a proposé de vendre 1.000 mégawatts/heures d'électricité au Pakistan à un taux subventionné.

### « Tentatives de contournement »

Téhéran fait une tentative acharnée pour donner une nouvelle dynamique à ses relations bilatérales avec le Pakistan. Téhéran a traditionnellement nourri un sentiment de frustration envers l'alliance américano-pakistanaïse. Ahmadinejad a récemment

déclaré que Téhéran est en possession de « preuves spécifiques » pour dire que les USA projettent de saisir les armes nucléaires du Pakistan.

En effet, compte tenu de la présence militaire américaine et du soutien américain au groupe terroriste Djundallah, qui fomentent la violence dans la région du Sistan-Baloutchistan en Iran oriental bordant le Pakistan, les services de renseignements iraniens sont très actifs en Afghanistan et au Pakistan. Téhéran a un mécanisme de partage du renseignement au niveau bilatéral avec le Pakistan et il est pratiquement certain que Malik discutera des voies et des moyens pour renforcer cet arrangement. Le Pakistan peut aider l'Iran à contrer le Djundallah, tandis que l'Iran peut partager des renseignements concernant les activités secrètes des Etats-Unis sur le sol pakistanais.

L'Iran semble partager l'estimation de la Russie et de la Chine, selon laquelle la politique étrangère pakistanaise est en cours de correction pour réduire la dépendance politique, économique et militaire d'Islamabad sur les Etats-Unis.

De même, Téhéran prend en compte que les USA tiennent à la fois Islamabad et Kaboul à distance dans leurs négociations avec les talibans et adopte une méthode de partage des informations avec pour principe de ne les divulguer qu'à ces partenaires clés.

Samedi dernier, Karzaï s'est servi d'un discours à la nation pour fustiger les Etats-Unis et est allé jusqu'à exposer que les Etats-Unis sont déjà en pourparlers directs avec les Talibans. Fait révélateur, le Pakistan a rapidement fait comme Karzaï et a entrepris, lundi, une forte démarche à ce même égard auprès des Américains.

De hauts responsables pakistanais auraient fait part de leurs préoccupations au Représentant spécial adjoint Frank Ruggiero, en visite, à propos des « tentatives de Washington de contourner » Islamabad et de maintenir délibérément le Pakistan à distance dans ses efforts pour rechercher un accord de paix avec les Talibans avant le retrait progressif d'Afghanistan.

Le communiqué publié par le ministère pakistanais des Affaires étrangères, après les discussions entre le ministre d'Etat des Affaires étrangères Hina Rabbani Khar et Ruggiero, qui se sont tenues à Islamabad lundi, disait : « *Le ministre a souligné l'importance de la clarté et de la cohérence stratégique, de même que la transparence, afin de favoriser le peuple afghan et le gouvernement afghan dans le processus de paix et de réconciliation.* »

Le journal pakistanais Tribune a cité un diplomate pakistanais, en poste à Kaboul, alléguant qu'Islamabad est maintenu dans l'obscurité par les Etats-Unis sur ses récents contacts avec les Talibans. « *Nous savons bien que certaines réunions ont eu lieu entre les responsables américains et les Talibans afghans, en Allemagne et au Qatar. Il semble que le Pakistan soit délibérément maintenu à l'écart par les Etats-Unis afin de minimiser notre rôle dans la future donne politique en Afghanistan* », a-t-il insisté.

Une fois encore, le journal Dawn a cité sans le nommer l'un des responsables pakistanais qui aurait dit, « *D'un côté, ils [les Américains] parlent de l'aide du Mollah Omar, mais de l'autre, ce dirigeant Taliban est sur la liste des cinq hommes qu'ils [les Américains] veulent éliminer* », demandant sur un ton acerbe s'il pouvait y avoir également un espace dans le dialogue politique des Etats-Unis pour le réseau Haqqani.

Cependant, ce serait un jugement hâtif que de conclure qu'Islamabad et Kaboul sont en train de coordonner leur opposition aux États-Unis. La relation afghano-pakistanaise reste très problématique, le déficit de confiance est important et une amélioration radicale dans le climat de leurs relations s'est avérée hors d'atteinte.

En fait, les escarmouches aux frontières ont augmenté en fréquence. Dans quelle mesure les Etats-Unis et l'OTAN alimentent ces tensions, dans le cadre de l'effort concerté à « *mettre la pression* » sur le Pakistan, n'est pas clair. Manifestement, une rencontre authentique des esprits entre Karzaï et Islamabad ne peut se concrétiser tant que ces tensions souterraines continuent d'éclater sur la région frontalière afghane, impliquant l'armée pakistanaise et les forces afghanes.

Peut-être Téhéran peut-il donner un coup de main pour régler ces tensions. Pour s'en assurer, l'Iran a un grand intérêt à ce stade à amener l'Afghanistan et le Pakistan à se rapprocher dans une relation téléologique de travail.

Le ministre iranien de la Défense, Ahmed Vahidi, qui s'est rendu à Kaboul la semaine dernière, a eu une réunion de fond avec l'ancien homme fort de l'Alliance du Nord et actuel vice-président, Mohammed Fahim. Vahidi a dit à Fahim, « *La grande et courageuse nation d'Afghanistan est capable d'établir sa sécurité de la meilleure façon possible sans l'interférence des forces trans-régionales [comprendre : les USA et l'OTAN].* »

Vahidi a dit à son homologue iranien, Abdulrahim Wardak, « *Leur présence [les Etats-Unis] fait obstacle à la matérialisation de la volonté de la grande nation afghane, résolue et qui travaille dur, et provoquera la discorde, la tension et l'insécurité et gaspillera le capital du pays.* »

Wardak et Vahidi ont signé un document relatif à la coopération bilatérale en matière de sécurité. Fait intéressant, lors de la cérémonie de signature, Wardak a réagi ainsi : « *Etant donné les menaces et les défis auxquels la région est confrontée, nous croyons qu'une défense commune et une coopération en matière de sécurité entre l'Iran et l'Afghanistan sont très importantes pour établir la paix et la sécurité dans la région.* » Wardak a également dit, d'un air sous-entendu, que l'Afghanistan essayera, à ce stade, d'accroître ses liens en matière de défense et de sécurité avec l'Iran, afin de « *remplir nos objectifs de sécurité communs dans la région. Nous croyons que l'expansion de la coopération en matière de défense commune et de sécurité avec l'Iran est dans nos intérêts.* »

### **La ligne de faille pachtoune**

À son retour à Téhéran dimanche, Vahidi a déclaré que les efforts américains pour établir des bases en Afghanistan font partie de leur plan visant à imposer un « *système hégémonique* » sur la région, « *mais tous les pays et tous les peuples de la région sont opposés à ce complot. La présence des forces étrangères dans la région, en particulier les troupes américaines, est très nocif et représente une violation flagrante de la souveraineté nationale des pays de la région et compromet leur sécurité.* »

Fait intéressant, il a ajouté, « *Autant que nous le savons, la grande nation afghane n'est pas d'accord avec l'installation de bases militaires américaines, et il est naturel que les responsables du pays, qui suivent leur peuple, n'approuvent pas de tels plans.* » Dans une allusion voilée au Pakistan, Vahidi a déclaré que les pays de la région sont également opposés à la présence de troupes étrangères dans un pays voisin, car « *les pays extra-régionaux cherchent effectivement à entraver les progrès des pays islamiques* ».

Téhéran prendrait en compte l'impression qui prévaut dans la région que les États-Unis et la Grande-Bretagne travaillent sur ce que l'on appelle le « *plan Blackwill* » - qui tire son nom de Robert Blackwill, un responsable américain qui a servi dans le Conseil à la Sécurité Nationale de George W. Bush - qui a d'abord soutenu que la meilleure solution afghane est de réaliser une partition de ce pays, le long de la principale ligne de faille ethnique pachtoune.

Ce plan laissait entendre que les États-Unis devraient quitter les provinces du sud et du sud-est de l'Afghanistan et laisser la loi des Talibans être rétablie dans ces provinces, et, à la place, transférer leurs troupes vers le havre sûr de la région nord, habitée par les tribus non-pachtounes qui sont amicales, d'où ils pourraient poursuivre efficacement leurs opérations de contre-insurrection au moyen de leurs forces spéciales et/ou de l'utilisation de leur puissance aérienne.

Les manœuvres entreprises par les États-Unis et leurs alliés d'engager des pourparlers directs avec les Talibans (sans impliquer ni l'Afghanistan ni le Pakistan), de même que la décision de supprimer progressivement les sanctions contre ces chefs Talibans sélectionnés qui sont prêts à faire des compromis, concorde avec les objectifs du plan Blackwill.

Les États-Unis ont pour objectif de persuader les Talibans à renoncer à leur opposition tranchante à la présence militaire à long terme US-OTAN dans l'Hindou-Kouch.

Les Talibans espèrent récupérer leurs bastions perdus dans les régions à domination pachtoune du sud et du sud-est de l'Afghanistan. Gardant cela à l'esprit, au cours des deux dernières années, les États-Unis ont dépensé des sommes énormes pour rénover ou reconstruire des bases dans les régions non pachtounes de l'Afghanistan, afin de les aligner sur les normes et les conditions de vie occidentales.

Le retrait des États-Unis qui débute en juillet concerne essentiellement les 30.000 soldats qui ont été incorporés l'année dernière pour le « *surge* » [la montée en puissance]. Les responsables américains et de l'OTAN ont récemment commencé à laisser entendre qu'il ne faut pas s'attendre, dans l'immédiat, au départ des troupes occidentales de la région.

Ce qui est particulièrement remarquable dans ce contexte est le rôle joué par l'Allemagne dans la mise en place des pourparlers de paix entre les États-Unis et les Talibans. Der Spiegel a rapporté en premier que plusieurs réunions ont eu lieu en Allemagne entre un assistant clé du Mollah Omar et des officiels américains. Dimanche dernier, dans une interview télévisée aux États-Unis, Robert Gates, le Secrétaire à la Défense a confirmé que de telles réunions avaient eu lieu.

Les forces allemandes occupent la région de l'Amou-Daria, qui chevauche le refuge sûr dont Blackwill a donné un aperçu pour le transfert des troupes américaines sur une base à long terme. Les forces allemandes ont lancé une vigoureuse campagne anti-insurrectionnelle dans la région Nord, ces derniers mois, en vue de l'assainir, et cette campagne, à son tour, a donné lieu à des attaques de représailles par les insurgés. Les opérations allemandes semblent répondre au plan Blackwill.

Les Allemands ont travaillé dur pour développer de bonnes relations de travail avec le gouvernement ouzbek à Tachkent et utilisent abondamment la base militaire de Termez, qui était autrefois la plus grande base soviétique en Asie centrale, comme base d'approvisionnement pour les opérations dans la région Nord. De nouvelles lignes ferroviaires sont en construction pour relier Mazar-i-Sharif à Termez dans l'Amou-Daria, qui permettra de relier l'Afghanistan avec le réseau ferroviaire de l'ère soviétique qui va jusqu'à Berlin.

Les Allemands ont aussi puisé dans leurs liens stratégiques en expansion avec la Russie pour développer systématiquement une route de transit passant par le territoire russe, qui leur permet d'acheminer des fournitures en Afghanistan via Termez. La route russe menant à Termez permet aux forces de l'OTAN de réduire radicalement leur dépendance sur les deux routes pakistanaïses. La Russie a récemment permis que même des armes et des munitions soient transportées par cet itinéraire. (Ces liens de communication pourront finir par devenir la nouvelle Route de la soie.)

Le plan Blackwill détient le potentiel dangereux de faire voler en éclat la nation afghane. L'Afghanistan a été historiquement maintenu uni par les liens ténus de l'appartenance à une même nation. Le régionalisme et le caractère ethnique continuent de poser des défis à l'unité nationale.

Si l'unité afghane devient sérieusement menacée, les conséquences seront extrêmement graves pour le Pakistan. Ce ne sera qu'une question de temps avant que ce qui restera des Pachtounes ne se déverse sur la Ligne Durand[1] et ne déstabilise le Pakistan. Toute accentuation des lignes de faille ethniques ou renforcement des identités ethniques dans l'Afghanistan voisin et, à son tour, au Pakistan aurait de graves répercussions négatives pour l'Iran (et les pays d'Asie centrale).

Bien évidemment, les États-Unis surestiment leur capacité à réaliser leur « *grande stratégie* ». Le chef de l'armée pakistanaïse, Parvez Kiani, a déclaré de façon plutôt abrupte à une délégation allemande en visite à Rawalpindi, lundi, que la stabilité du Pakistan sera sa première priorité.

En somme, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran ont un intérêt existentiel à contrecarrer le plan de paix anglo-américain consistant à négocier directement avec les Talibans dans leur dos. C'est précisément pourquoi ces trois pays penchent fortement pour un véritable processus de paix autochtone « *menés par les Afghans* ». Autrement dit, un réalignement de la relation à trois entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran sera dans l'intérêt de la stabilité régionale.

Les récentes visites des dirigeants pakistanaïses à Moscou et à Pékin ont été suivies par les propos que Zardari a tenus cette semaine à Téhéran. L'Iran a basculé dans un mode proactif vis-à-vis de la situation afghane, remisant son approche sobre et réservée. Pour sa part, Hamid Karzaï défie également les États-Unis sur le plan stratégique en renforçant ses liens avec Téhéran.

La façon dont ces tendances naissantes se déroulent vaut la peine d'être examinée attentivement. Elles sont à replacer dans le contexte régional plus large qui révèle plusieurs courants : le « dégel » des relations russo-pakistanaïses ; le « retour » de la Russie en Afghanistan ; les aspirations de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) à jouer un rôle formateur en Afghanistan dans le scénario post-2014 ; le processus de dialogue indo-pakistanaïse ; la poursuite par l'Inde d'une politique indépendante afghane avec un accent sur les rapports avec le gouvernement de Karzaï ; l'intérêt croissant de la Chine pour contribuer à un règlement en Afghanistan ; et, enfin, le commencement d'un processus qui pourrait conduire l'Inde et le Pakistan à adhérer à l'OCS.

Quelques heures après l'annonce d'Obama, mercredi, sur le retrait des troupes en Afghanistan, Zardari se rendra à Téhéran pour converser avec Ahmadinejad ; deux jours plus tard, Karzaï arrivera aussi dans la capitale iranienne. Rien ne fait ressortir plus vivement l'inclinaison extraordinaire dans la politique régionale.

*M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.*

Copyright 2011 - Asia Times Online / Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

**Note :**

[1] La ligne Durand est le nom donné à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, établie le 12 novembre 1893 par un accord entre l'émir Abdur Rahman Khan et sir Mortimer Durand pour l'Empire britannique. Elle divise artificiellement des tribus pachtounes qui partagent la même langue et la même organisation sociale.

M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online,

le 23 juin 2011

article original : "A summit in Tehran trumps the US "

[http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M\\_K\\_Bhadrakumar/Iran\\_conference\\_internationale\\_sur\\_le\\_terrorisme\\_Afghanistan\\_Karzaï\\_Pakistan\\_220611.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Iran_conference_internationale_sur_le_terrorisme_Afghanistan_Karzaï_Pakistan_220611.htm)

---

---

### 3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### 3-1 Sarkozy à Mustafa Abdul Jalil: l'Algérie dans un an, l'Iran dans trois...

Dans un article publié sur notre site internet en langue arabe, intitulé « Sarkozy à Mustafa Abdul Jalil: l'Algérie dans un an, l'Iran dans trois », le journaliste Nidal Hamadé évoque les rôles respectifs des deux principaux alliés-acteurs des USA dans les événements au PO, à savoir la France et le Qatar !

Selon des sources françaises, citées par Nidal Hamadé sur une conversation qui a eu lieu entre le président français Nicolas Sarkozy et le Président du Conseil de transition de la Libye Mustafa Abdul Jalil, et ce à l'occasion de la visite de ce dernier en France, Sarkozy a affirmé à son hôte, qui se plaignait de l'Algérie : « patientez et vous verrez ce qui va se passer en Algérie dans un an et l'Iran dans trois ans ».

Des propos qui prouvent bien que ce qui se passe au PO actuellement, surtout après la révolte des Jeunes de l'Égypte, c'est-à-dire la chute du régime de Moubarak, est soumis à un agenda étranger à travers lesquelles les puissances occidentales « colonisatrices » veulent redessiner un PO à leur taille !

En effet, selon Nidal Hamadé, le timing des menaces françaises contre l'Iran et celui de la campagne virulente du Qatar contre la Syrie ne sont pas innocents !

Au contraire, non seulement, ils révèlent « l'alliance secrète qui lie la France et le Qatar, dans le monde arabe sous le parrainage des Etats-Unis », mais en plus ils interviennent après « l'échec de la visite de l'Emir du Qatar (Hamad Bin Khalifa Al-Thani) à Téhéran, et dont le rôle de simple courtier pour le compte de Washington était de faire parvenir à Téhéran une demande américaine de couvrir le l'occupation américaine en Irak en acceptant sa prolongation pendant encore deux ans », en échange les USA promettent d'ouvrir des négociations sur tous les dossiers chauds de la région, y compris le dossier nucléaire» souligne Nidal Hamadé.

Or selon ce dernier, « la réponse de l'Iran à l'Emir du Qatar est la même que celle donnée aux Saoudiens à savoir que l'Iran ne couvrira pas la présence des forces américaines sur le territoire irakien, au contraire elle va défendre la position de ses alliés irakiens, en particulier le Premier ministre Nouri al-Maliki, qui exigent un retrait des forces américaines selon le délai fixé par la Convention américano-irakienne c'est-à-dire l'année prochaine ».

Et donc, poursuit Nidal Hamadé : « Ce rejet de l'Iran a poussé la France et le Qatar, alliés immédiats des Etats-Unis dans les crises du monde arabe à commencer par la guerre déclenchée contre la Libye et les provocations contre la Syrie, à se départager les tâches : d'un côté l'émir du Qatar a lancé une virulente campagne contre la Syrie immédiatement après sa rencontre avec les responsables iraniens en concordance avec une campagne sans précédent menée par Al-Jazira qui a diffusé de fausses informations sur de prétendues manifestations monstres à Damas ! Informations démenties par la télévision syrienne qui pendant cinq heures a retransmis en direct des images des places de la capitale syrienne au même moment où al-Jazira et une autre chaîne satellitaire diffusaient leurs informations erronées ! »

Mais le Qatar ne s'est pas arrêté là..

« Sa campagne contre la Syrie s'est poursuivie au sein de la réunion de la Ligue arabe tenue au niveau des ministres des Affaires étrangères pour discuter le dossier syrien, et où le ministre des Affaires étrangères du Qatar (Hamad Bin Jassim) a exprimé des positions trop rigides contre la Syrie », selon Nidal Hamadé.

Pour ce qui est de la France, « le président Sarkozy s'est attaqué à l'Iran, au point de menacer la République islamique d'Iran de frappes contre ses sites nucléaires pacifiques » ajoute le journaliste !

A la lumière de ce qui a été dit, « il semble que la campagne ciblant seule Syrie risque fort de s'élargir pour inclure l'Iran et .. l'Algérie : la première à cause de son programme nucléaire et sa position sur la présence

américaine en Irak sans oublier son soutien aux mouvements de résistance dans les mondes arabe et islamique ; et la deuxième pour sa position envers la Libye en y provoquant de l'instabilité pour renverser l'actuel régime et assurer le retour de la France dans un pays riche en pétrole, en gaz et en uranium » souligne Nidal Hamadé!  
« Sachant qu'il n'est pas possible à quiconque de lancer une guerre préventive contre l'Iran ou la Syrie, ce qui laisse l'Algérie exposée à toutes les éventualités » conclut le journaliste !

Almanar

---

---

## 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 4-1 Ahmadinejad: "Les Européens paient les erreurs de leurs dirigeants".

interview

Le président iranien Mahmoud Ahmedinejad fait face à une lutte pour le pouvoir au sommet de l'Etat. Son pays reste sous le coup des sanctions internationales en raison des violations des droits de l'homme et de ses ambitions nucléaires. Dans une longue interview à Euronews, il s'est expliqué sur ces questions sur un mode modéré, très éloigné du ton nationaliste et fougueux qu'il affectionne.

Jon Davis,

**Euronews** : Monsieur le Président, permettez moi de commencer avec ces images que l'on a vu ces jours-ci à la télévision iranienne ainsi que sur les télé du Moyen-Orient et du monde entier : celles de l'ancien président égyptien, Hosni Moubarak, allongé sur une civière, derrière des barreaux, accusé de corruption et de meurtres de masse. Qu'avez vous pensé en voyant ces images?

**Mahmoud Ahmadinejad** : Il est regrettable que des dirigeants aient de si mauvaises relations avec leur peuple et qu'ils finissent de cette manière. Il est regrettable que des peuples soient obligés de traduire leurs dirigeants en justice pour obtenir un certain niveau de liberté. J'espère que la manière de diriger le monde va changer et, qu'à l'avenir, les leaders politiques seront issus du peuple, qu'ils travailleront pour et avec le peuple. Cela devrait permettre d'éviter de nouveaux affrontements.

**Euronews** : La Syrie est un autre exemple, monsieur le président. Comme d'autres pays du Moyen-Orient, la Syrie est en proie à un soulèvement populaire. Mais la répression là-bas est particulièrement sanglante. Pensez-vous que le président Assad gère correctement la situation?

**Mahmoud Ahmadinejad** : Nous pensons que les peuples ont le droit d'avoir leur liberté. Ils devraient pouvoir être libres de choisir et d'avoir une justice. Mais en même temps, nous estimons que le Moyen-Orient est capable de gérer seul ses propres problèmes. Il n'a pas besoin de l'ingérence d'autres pays. La plupart des problèmes auxquels nous assistons depuis de nombreuses années dans le monde sont liés à l'ingérence étrangère.

**Euronews** : Vous dites que les populations ont le droit de manifester contre leurs gouvernements. C'est ce qu'il s'est passé en Iran en 2009. Pensez-vous que les événements du Moyen-Orient puissent se produire également en Iran? Ou avez-vous confiance dans la stabilité de votre pays?

**Mahmoud Ahmadinejad** : Ce qu'il s'est passé en Iran n'a rien à voir avec ce qu'il se passe aujourd'hui dans d'autres nations. Notre pays a organisé des élections totalement libres. Plus de 85% de la population a participé au scrutin, 40 millions de personnes ont voté. Ils sont tous de nationalité iranienne et vivent ensemble dans ce pays.

Cependant, il est normal que la police et la justice interviennent quand des individus attaquent des bâtiments ou des voitures ou s'en prennent à d'autres individus. Tous les pays interdisent ces actes de violences.

**Euronews** : Comme vous l'avez souligné, il y a eu des élections en Iran. Mais une partie de la population a contesté les résultats. Ces gens avaient ils le droit de le faire?

**Mahmoud Ahmadinejad** : En Iran, la loi permet d'exprimer une objection. Il y a des moyens légaux pour protester.

Vous savez, il y a aussi des manifestations en Europe. Nous avons d'ailleurs pu observer que la police intervenait de manière très virulente là-bas. Ceux qui expriment leur opinion sur des questions épineuses sont emprisonnés.

Les problèmes qui se posent dans de nombreuses régions du monde aujourd'hui découlent tous de la Seconde Guerre mondiale. Les gens, en Europe, ont-ils le droit d'écrire les vérités et les réalités de la Seconde Guerre mondiale ? Peuvent-ils réellement agir contre le système en place? Je suis sûr que non.

En Iran, en revanche, la population peut exprimer une objection en utilisant les voies légales et leurs plaintes sont examinées. Cependant, il est vrai que certains scientifiques sont aujourd'hui en prison après avoir exprimé des points de vues historiques.

**Euronews** : C'est un point complètement différent. Vous vous demandiez si l'opposition en Europe avait déjà réussi à renverser un gouvernement. Et bien justement, l'année dernière en Grande-Bretagne, le leader de l'opposition David Cameron, a pris la tête du pays après avoir battu le gouvernement lors des élections. C'est une réponse à la question que vous vous posiez.

**Mahmoud Ahmadinejad** : Mais ce n'est pas l'opposition. L'opposition, ce sont ces gens qui ont été frappés dans les rues de Londres, ce sont ces étudiants qui ont été battus et qui avaient le visage en sang. Qui a écouté leurs revendications en Europe? Qui écoute le peuple en Grèce, en Espagne, en Italie? Personne.

**Euronews** : Excusez moi mais pourriez-vous être plus clair sur ce point? Qu'est-ce qui est pire : la situation en Europe ou la situation en Iran en 2009?

**Mahmoud Ahmadinejad** : En Europe, la majorité des peuples sont pénalisés pour des problèmes qu'ils n'ont pas causés. Ce ne sont pas eux qui choisissent les mesures politiques et économiques. Ils ne profitent même pas des bénéfices économiques, ils ne font que payer le prix. Et quand ils protestent, ils subissent des violences. Les peuples européens ont voulu protester contre cela. Je pense qu'il faudrait essayer de trouver l'origine du problème et le résoudre.



**Euronews:** Comme vous le dites, beaucoup de personnes en Europe et aux États-Unis, paient pour les erreurs des autres. Je me demande si on peut dire la même chose pour les populations en Iran qui paient dans leur vie quotidienne les conséquences d'un embargo sur le commerce, d'un isolement international. Vous êtes en froid diplomatique avec de nombreux pays, pas tous, mais avec beaucoup. Est ce que ce ne sont pas les Iraniens ordinaires qui paient les conséquences de votre politique dans leur vie quotidienne ?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Oui, c'est vrai. Les Iraniens payent le prix pour les erreurs politiques des dirigeants européens.

**Euronews:** Et pas pour les vôtres Monsieur le Président?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Ce sont les erreurs des dirigeants européens. Nous n'avons commis aucune erreur. Cela fait 30 ans que les dirigeants européens sont contre nous. Pourquoi? Parce que nous sommes libres ? Parce que nous avons la démocratie ? Parce que nous avons évincé l'un de leurs amis, l'ancien Shah? Parce que nous sommes contre les politiques expansionnistes de certains pays européens. Regardez l'Afghanistan, l'Irak... Quelles fautes ces pays ont-ils commises ? Je pense que les politiques conduites par certains dirigeants européens ont causé des problèmes à un certain nombre de nations.

**Euronews.** Quelle est votre position aujourd'hui avant d'entamer la deuxième moitié de votre second mandat présidentiel? Pensez-vous être en position de force en Iran?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Nous faisons notre travail. Nous utilisons chaque minute pour servir les gens.

**Euronews :** Il semble pourtant que le fossé se creuse entre vous et le Parlement. C'est l'impression que l'on a de l'extérieur. Il semble y avoir un fossé grandissant entre vous et le Guide suprême. Votre position est elle affaiblie ?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Dans une société libre, ce sont des choses qui arrivent. Il devrait toujours y avoir des discussions entre le Parlement et le gouvernement. Est ce que c'est mal d'avoir un gouvernement et un Parlement libres ? La position du Guide suprême en Iran est également claire. Il n'y pas de différences de positions. Nous sommes une société libre dans laquelle chacun peut exprimer ses opinions. Il n'y a pas de problèmes ici. Avez-vous constaté que le Parlement venait de nommer quatre nouveaux ministres aujourd'hui? Cela montre bien que la liberté existe dans notre pays.

**Euronews:** Mais y-a-t-il de la liberté pour Mir Hossein Moussavi, qui est assigné à résidence, ou pour Mehdi Karroubi qui est aussi assigné à résidence ? Ont-ils la liberté d'exprimer leur opposition, parce qu'il est évident qu'ils s'opposent à vous, mais ont-ils la liberté de le faire depuis leur prison, depuis leur maison surveillée ?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Il y a des prisons dans tous les pays. N'y a-t-il pas des prisonniers en Angleterre ?

**Euronews:** Oui Monsieur le président, mais je parle des prisons de votre pays, où messieurs Karroubi et Moussavi sont détenus en ce moment.

**Mahmoud Ahmadinejad :** Il y a des prisons partout.

C'est une question qui concerne le pouvoir judiciaire. La justice en Iran est indépendante et je n'ai pas le droit d'interférer dans les affaires judiciaires. Il y a des règles en vertu desquelles les gens peuvent interagir avec le système judiciaire. Si vous me demandez mon point de vue personnel, je rêverais qu'il n'y ait aucun prisonnier dans le monde.

**Euronews :** Y compris ici en Iran ?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Partout dans le monde. Y compris à Abou Graïb et dans toutes les prisons secrètes d'Europe.

**Euronews:** Qu'allez vous faire, Monsieur le président, pour que des gens qui sont ici en prison pour avoir simplement exprimé leur opinion – ce que l'on peut faire dans n'importe quel pays démocratique – reprennent espoir?

**Mahmoud Ahmadinejad :** Personne n'est en prison juste pour avoir exprimé ses opinions. Notre loi autorise le peuple à donner son point de vue. Vous devriez rester en Iran une semaine et lire les journaux. Vous y trouveriez les critiques les plus radicales contre le président. Il y a des gens qui critiquent le pouvoir dans les journaux sans aucune crainte. La liberté d'expression en Iran a atteint un niveau élevé. Nous n'avons peut-être pas atteint un niveau idéal mais nous sommes bien meilleurs sur ce point que de nombreuses nations européennes. Il y a des problèmes communs partout dans le monde. Quand il s'agit de justice, personne ne peut prétendre avoir atteint le niveau idéal. L'injustice est un problème mondial. Et sur ce point, nous sommes parmi les meilleurs.

**Euronews :** Êtes-vous prêt à tendre une main amicale dans un futur proche aux États-Unis, un pays avec lequel vous n'avez pas de relations diplomatiques depuis trente ans ? N'oublions pas que c'est la première économie mondiale et que l'Iran pourrait profiter d'un rapprochement. Y-a-t-il une chance pour que vous tendiez la main bientôt aux États-Unis ?

**Mahmoud Ahmadinejad:** Nous croyons qu'il devrait y avoir des relations amicales au niveau international. Mais les Américains et leur administration ne savent pas quoi faire. Ils ne suivent pas une politique claire. Ils ont interrompu les contacts avec l'Iran. Les Américains pensaient qu'en stoppant les relations diplomatiques, notre pays serait détruit. 31 années ont passé depuis et nous sommes encore là.

**Euronews:** Avec votre respect, Monsieur le président, concernant la question nucléaire, qui n'inquiète pas seulement les États-Unis : quand vous dites une chose et semblez ensuite agir de manière différente, cela n'incite personne à se rapprocher de l'Iran, à vous tendre la main de la paix.

**Mahmoud Ahmadinejad:** Pourquoi, qu'avons-nous fait de mal?

**Euronews :** Et bien, concernant le programme nucléaire, vous dites, et je n'ai aucune raison de ne pas vous croire...

**Mahmoud Ahmadinejad :** L'activité nucléaire est elle interdite?

**Euronews:** Ce n'est pas ce que je dis. Laissez moi vous expliquer. Vous avez déclaré soutenir un programme nucléaire à des fins pacifiques pour produire de l'électricité. Cependant, des scientifiques occidentaux pensent que vous êtes en train d'enrichir l'uranium à un niveau important qui n'a rien à voir avec de la production d'énergie. Donc d'un côté, vous dites vouloir utiliser le nucléaire à des fins pacifiques. Et de l'autre, vous semblez avoir un objectif: celui de fabriquer une bombe.

**Mahmoud Ahmadinejad:** Vous posez une très bonne question. J'ai senti que vous étiez très sincère. Laissez-moi vous expliquer : tout d'abord, ceux qui prétendent que nous nous orientons vers des activités militaires ne sont pas des scientifiques mais des politiciens occidentaux. Rappelez vous ce que je vous disais précédemment sur l'hostilité occidentale vis à vis de l'Iran. Quand nous déclarons que nous n'avons pas l'intention de fabriquer une bombe, nous sommes honnêtes et sincères. Nous pensons que ceux qui cherchent à en fabriquer une sont complètement fous. Pour deux raisons : la première, c'est ce

que ceux qui possèdent des bombes sont plus en danger que ceux qui n'en possèdent pas. Les bombes qui existent en Allemagne, en Belgique, en Italie et dans d'autres pays européens sont une menace pour tous les pays européens. La bombe atomique vise tous les humains.

Le deuxième point, c'est que la bombe atomique est inutile et inefficace. Le régime sioniste a des bombes nucléaires. Mais a-t-il remporté la guerre contre la population de Gaza? La bombe lui a-t-il donné la victoire contre le Liban lors de la guerre des 33 jours?

Les bombes atomiques de l'ex-URSS ont-elles empêché l'empire soviétique de s'effondrer ? Les bombes nucléaires étaient utilisées il y a 60 ans comme contrepoids politique. Mais aujourd'hui, elles n'ont aucune valeur. Les pensées ont de la valeur, les opinions et les êtres humains ont de la valeur. Nous pensons qu'à l'avenir, personne ne sera capable d'utiliser la bombe atomique. C'est la fin de l'histoire.

Copyright © 2011 euronews

<http://fr.euronews.net:80/2011/08/05/ahmadinejad-les-europeens-paient-les-erreurs-de-leurs-dirigeants/>

---

## 5 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

### 5-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique.

Il semble qu'au bout de quatre mois de manoeuvres et pressions en tous genres, les Américains aient finalement échoué dans leur projet de marginalisation de la Syrie dans la région. En effet, la Turquie a baissé le ton vis-à-vis de Damas, au grand dam de certains déstabilisateurs qui ont espéré très fort, voici un ou deux mois, que l'armée d'Ankara franchirait la frontière pour « protéger » les populations – en partie turcophones – de la région de Jisr al-Choughour. Mais l'armée syrienne a chassé les activistes salafistes, réoccupé ses postes frontières, et les réfugiés de Turquie se sont mis à rentrer au pays.

Le gouvernement de Damas vient de marquer un autre point important sur le front diplomatique régional avec la signature, lundi 25 juillet, à Téhéran, d'un « *mémoire d'entente* » sur la réalisation d'un gazoduc de 5 600 kilomètres de longueur, permettant le transport quotidien de 110 millions de m<sup>3</sup> de gaz iranien vers l'Europe via la Syrie et l'Irak. Plusieurs sociétés européennes devraient être associées à l'exploitation de ce « *gazoduc islamique* ».

Le ministre syrien du pétrole et de la Richesse minière, Sofiane Allaou, a apposé sa signature aux côtés de celles de ses homologues iranien Mohammad Ali Abadi et irakien Abdel Karim al-Laebi. L'ambassadeur syrien à Téhéran, Hamed Hassan, assistait à la séance de signatures. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Rahmin Mehmanparast, a estimé que ce gazoduc servirait les intérêts des pays de la région.

#### Les amis de mes amis...

Bien évidemment, un tel accord entre Damas, Bagdad et Téhéran, dans le contexte tendu que connaît la Syrie, a une dimension autant politique qu'économique. Si les bonnes relations entre l'Iran d'Ahmadinejad et la Syrie d'al-Assad sont une réalité bien intégrée par la géopolitique régionale, celles existant entre l'Irak post-Saddam et la Syrie de Bachar sont moins aisées à analyser. On sait que les deux pays partageaient jadis peu ou prou la même filiation baasiste, nationaliste arabe et laïque. Mais la personnalité de Saddam Hussein avait transformé cette proximité idéologique en rivalité régionale – et personnelle avec Hafez al-Assad – qui avait culminé en 1991 avec la participation d'un contingent syrien à la coalition anti-irakienne lors de la première Guerre du Golfe. Après la chute du rais de Bagdad en 2003 et le chaos sanglant qui s'en est suivi, la Syrie, on le sait, a accueilli près d'un million et demi de réfugiés irakiens qui, pour la majorité d'entre eux, sont restés dans leur nouvelle patrie.

La nouvelle majorité politique issue des élections irakiennes, qui est l'expression de la majorité démographique chiite, est proche de Téhéran, principal allié régional de Damas. On ne peut en tous cas que constater un renforcement – récent – des relations entre les deux pays, dont l'un est tout de même toujours occupé par plus de cinquante-mille G.I.'s. On pourrait presque dire qu'avec leur guerre injuste et tellement coûteuse en hommes et en dollars, les Américains ont finalement travaillé en Irak pour l'Iran et, par ricochet diplomatique, pour la Syrie ! Syriens et irakiens se trouvant actuellement confrontés aux mêmes ennemis immédiats, à savoir des terroristes islamistes plus ou moins proches d'Al-Qaïda, voire de l'Arabie Saoudite.

Le nouveau régime irakien, sous étroit contrôle américain, a d'abord reproché à son voisin d'héberger sur son sol plusieurs des activistes islamiques opérant en Irak. Mais la proximité géographique et les intérêts commerciaux bien compris avaient conduit les deux nations à renouer officiellement, en novembre 2006, des relations diplomatiques normales. Interrompues pendant plus d'une année en 2009/2010, suite à un litige portant sur la présence d'opposants baasistes irakiens en Syrie, ces relations ont été rétablies en septembre 2010, à la demande des Irakiens.

L'économie est donc un vecteur de la politique et de la diplomatie entre les deux pays : une délégation syrienne forte de 136 hommes d'affaires est attendue mercredi 27 juillet à Bagdad, avec à sa tête le ministre de l'Economie Mohammad Nida al-Chaara, pour une réunion plénière du comité ministériel mixte syro-irakien. Lequel comité doit plancher sur les mesures et traités propres à développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Qui sont déjà liés par un certain nombre d'accords dans différents domaines. Entre autres, des protocoles de coopération industrielle signés en 2009, ainsi que des accords de coopération scientifique et techniques, portant aussi bien sur le pétrole, le gaz et l'électricité que le secteur bancaire. Ajoutons que l'Irak est le premier partenaire commercial de Damas.

De l'économie à la politique il n'y a décidément qu'un pas et Bachar al-Assad a reçu mardi 26 juillet un message de son homologue irakien Jalal Talabani, que lui a transmis Adel Abdel Mahdi, envoyé spécial irakien.

La signature de cet accord sur le « gazoduc islamiste » apparaît donc bien comme un échec de la stratégie américaine

d'isolement de la Syrie, et comme un geste d'indépendance du gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, en place depuis décembre 2010, à quelques mois du retrait des dernières troupes américaines, qui devrait être achevé en décembre prochain.

Guy Delorme

27 Juillet

<http://www.infosyrie.fr/focus/syrieirakiran-un-gazoduc-tres-politique/>

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19